

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.
 DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch St., Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard Street, E. C.
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :
 PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.
 Le numéro, 15 centimes.
 DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
 Le numéro, 20 centimes.
INSERTIONS :
 ANNONCES, 1 fr. 50 la ligne
 Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co
 Place de la Bourse, 8
 ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 1
 Droit d'insertion réservé à la Rédaction
 LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

		Baisse	Baisse
3 0/0	79 90	» 10	» 10
3 0/0 amortiss. .	81 45	» 10	» 10
4 1/2 0/0 1883 .	103 05	» 05	» 05
Cons. anglais . .	100 15/16	» 05	» 05
Italie	96 05	» 05	» 05
Flor. autric. (or).	88 1/2	» 1/2	» 1/2
Esp. Extér. nouv.	52 7/8	1 3/8	» 1/2
Esp. 6 0/0 . . .	326 25	» 1 25	» 1 25
Ch. Égyptiens . .	498 75	» 05	» 05
Turc 4 0/0 (nouv.)	14 15	» 05	» 05
Banque ottomane	501 25	1 25	» 05

PARIS, 27 NOVEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

LA MORT DU ROI D'ESPAGNE

Rome, 27 novembre.
 La cour d'Italie prendra le deuil pendant trente jours. Le comte Robilant, ministre des affaires étrangères, est allé hier présenter à la légation d'Espagne les condoléances du gouvernement. Le roi Humbert enverra aux funérailles deux de ses aides camp, le général Garavaglia et le capitaine de vaisseau Lavia.
 Le Pape a transmis ses condoléances à l'ambassade d'Espagne par l'entremise du secrétaire et du sous-secrétaire d'Etat. Léon XIII, recevant hier les pèlerins et l'évêque, a exprimé la douleur que lui fait éprouver la mort du roi.

Londres, 27 novembre.

Le prince et la princesse de Galles ont adressé hier des télégrammes de condoléances au ministre d'Espagne à Londres.

Vienne, 27 novembre.

La cour prendra le deuil pour seize jours, à l'occasion de la mort du roi Alphonse.

Le personnel tout entier de l'ambassade française est allé s'inscrire à l'ambassade d'Espagne.

Il paraît que le jour des funérailles du roi Alphonse, il y aura à Vienne une cérémonie funèbre grandiose en son honneur.

On dit que l'archiduchesse Elisabeth se rendra à Madrid au commencement d'avril, pour assister aux couches de la reine Christine, sa fille, qui, dit-on, est enceinte de quatre mois.

Munich, 27 novembre.

Le prince Louis-Ferdinand de Bavière est parti cette nuit pour Madrid, avec sa femme, l'infante Maria della Paz.

Madrid, 27 novembre.

Le ministre Sagasta sera constitué ce soir. Si M. Martos refuse le portefeuille des affaires étrangères, c'est M. Vega de Armijo qui prendra ce ministère.

INTÉRIEUR

La dépouille mortelle du regretté M. Dupuy de Lôme vient d'être dirigée sur Toulon, où doit avoir lieu l'inhumation définitive. On sait que l'illustre ingénieur avait épousé, dans cette ville, la fille d'un commissaire général de la marine.
 Le service religieux aura lieu dimanche en l'église de Saint-Louis. Le corps sera ensuite transporté au cimetière de Toulon.

Au Palais

La huitième chambre correctionnelle du tribunal de la Seine a rendu son jugement dans l'affaire Duchesne.

Le dentiste du faubourg Montmartre était, on se le rappelle, poursuivi pour le meurtre par imprudence de la personne de M. Lejeune. Ce dernier, insensibilisé par M. Duchesne, était mort pendant l'opération.

M. Duchesne a été condamné à 600 francs d'amende et à 3,000 francs de dommages-intérêts envers Mme veuve Lejeune, partie civile.

M. Duchesne a interjeté appel.

La 1^{re} chambre du tribunal civil a condamné aujourd'hui le juré Lepont, qui avait, dans une affaire Guichard, refusé de prêter serment devant Dieu, à 300 francs de dommages-intérêts envers l'accusé Guichard.

EXTÉRIEUR

Londres, 27 novembre.

Les résultats connus jusqu'à minuit donnent les chiffres suivants : 113 conservateurs, 108 libéraux, 9 nationalistes irlandais élus.

Le marquis de Lorne, libéral, a été battu à Hampstead (faubourg de Londres) par sir Henry Holland, secrétaire financier de la Trésorerie.

Des candidats conservateurs ont été élus dans les deux arrondissements de Marylebone (Londres).

Hier soir, des troubles sérieux se sont produits à Nottingham pendant les élections.

Des troupes ont été envoyées de Sheffield à Nottingham par train spécial.

L'ordre est maintenant rétabli, mais les dégâts matériels sont considérables et une centaine de personnes ont été plus ou moins grièvement blessées.

Serbes et Bulgares

Londres, 27 novembre.

On mande de Vienne au Standard, le 26 novembre.
 Un télégramme privé, daté de Sofia, midi, au vu des quatre heures du matin, le prince Alexandre, à la tête de 50,000 hommes, est entré sur le territoire serbe, au milieu de l'enthousiasme indescriptible de ses troupes.

De son côté, le Times est informé par une dépêche de Vienne qu'un nouveau cabinet

serbe va être formé sous la présidence de M. Christich.

INFORMATIONS

Le ministre du commerce, d'accord avec son collègue de l'intérieur, prépare une circulaire au sujet du prochain recensement quinquennal de la population.
 Conformément au système adopté en 1881, ce recensement aura lieu le même jour, c'est-à-dire le 28 mars prochain, dans toutes les communes de France.

On évitera ainsi les erreurs et les doubles emplois qui se produisaient infailliblement, lorsque l'opération se prolongait pendant plusieurs jours, voire même pendant plusieurs semaines.

Nous ajouterons que les dépenses du recensement sont de celles que la loi classe parmi les dépenses obligatoires. En conséquence, les maires devront faire voter par les conseils municipaux les crédits nécessaires pour faire face aux frais de l'opération.

M. Paul Bourée, inspecteur des services administratifs de la marine et frère de notre ex-ministre en Chine, vient d'arriver à Paris.

Ce fonctionnaire est de retour de Cochinchine, où il était allé procéder à une enquête sur la situation des divers services financiers de notre colonie.

Cette situation, nous avons le regret de le constater, n'a rien de bien brillant. Jadis, le budget de la Cochinchine présentait un excédent de 4 millions; aujourd'hui tout est changé, grâce à certaines grandes entreprises qui n'ont guère profité qu'à ceux qui les ont conçues.

En résumé, non seulement notre colonie ne se suffit plus à elle-même, mais encore elle est obligée de réclamer l'aide de la métropole.

LE COMMERCE DES CÉRÉALES

Le Journal officiel publie ce matin un tableau qui contient le relevé des quantités de froment (grains et farines) importées et exportées du 1^{er} août au 31 octobre de la présente année.

Rapprochant ces indications de celles antérieurement fournies par le ministère de l'agriculture, nous trouvons que les importations de grains ont été :

Du 1^{er} au 31 août, de 376,752 quintaux métriques.
 La première quinzaine de septembre, de 146,465.

La seconde quinzaine du même mois, de 279,811.
 La première quinzaine d'octobre, de 121,886.

La seconde quinzaine du même mois, de 227,470.

Soit, en trois mois, un total de 1,152,384 quintaux métriques de froment importés en France.

A ce total, il convient d'ajouter 31,218 quintaux métriques de farines importées pendant la période en question.

Si maintenant nous examinons le chapitre des exportations, nous voyons que 4,804 quintaux métriques seulement de grains ont été expédiés à l'étranger, du 1^{er} août au 31 octobre.

Le chiffre des farines exportées est plus fort : 23,993 quintaux métriques.

Récapitulation faite des résultats qui précèdent, les importations de froment dépassent de beaucoup les exportations, ce qui est très fâcheux dans un pays comme le nôtre, dont les produits agricoles sont pour la majorité de la nation le principal profit.

Cette situation justifie complètement l'interpellation faite hier à la Chambre par M. René Brice, car il est pour nous bien évident que ce sont les marchés passés à l'étranger pour les fournitures militaires qui sont en grande partie cause des importations de céréales étrangères.

ESCAMOTAGE DE DÉPÊCHE

L'Intransigeant affirmait avant-hier que M. Brisson avait eu connaissance, jeudi, d'une dépêche chiffrée, annonçant qu'une formidable insurrection venait d'éclater dans les provinces septentrionales de l'Annam.

L'Intransigeant ajoutait que « le susdit Brisson, comprenant sans trop de peine la gravité d'une pareille révélation au moment où la Chambre est appelée à statuer sur les crédits du Tonkin, avait fortement insisté pour que cette dépêche ne fût pas livrée au public, et surtout pour qu'il n'en fût pas donné connaissance à M. de Freycinet. »

Le gouvernement n'est pas en mesure de démentir la nouvelle si grave donnée par l'Intransigeant.

L'agence Havas publie au contraire, sous la signature de son directeur, l'étrange note que voici :

L'agence Havas a reçu jeudi soir, 19 novembre, une dépêche chiffrée de Saigon, dont la traduction, fort incertaine, semblait annoncer que « des mouvements venaient de se produire dans le nord de l'Annam, et que nous avions repris l'offensive. »

En présence de la gravité de la nouvelle et de l'incertitude où nous laissons le texte du télégramme qui nous l'apportait, nous avons cru devoir le communiquer au président du conseil.

M. Brisson nous répondit qu'il n'avait aucune connaissance du fait, mais qu'il fallait prendre des informations au ministère de la guerre.

Le lendemain matin, le président du conseil nous fit connaître qu'aucun renseignement de ce genre n'était parvenu au gouvernement, et qu'il appartenait à l'agence Ha-

vas, seule, de juger si elle devait ou non le publier.

M. Brisson ne nous a nullement demandé de ne pas en parler au ministre des affaires étrangères, dont il n'a pas été question.

Dans ces conditions, nous avons considéré que la traduction de notre dépêche, qui nous donnait par voie indirecte de Cochinchine des nouvelles de l'Annam, d'où nos correspondants ne nous ont rien télégraphié, ne présentait pas par elle-même un caractère suffisant d'authenticité pour nous permettre de la publier.

Le directeur de l'agence Havas, Edouard LEBEY.

Cette note, écrite d'un style si embarrassé, n'en confirme pas moins l'information de l'Intransigeant.

Elle reconnaît que l'agence Havas a reçu une dépêche annonçant, d'une manière plus ou moins chiffrée, la reprise de la guerre.

Maintenant, une question : Comment se peut-il faire qu'une agence, dont les informations exercent une influence si considérable sur l'opinion publique, même sur les fonds publics, puisse faire tel usage qui lui plaît des dépêches intéressantes qui lui parviennent de la part de la guerre ?

Il n'est pas surprenant, sans doute, que M. Brisson, digne élève de M. Ferry, n'hésite pas à supprimer une dépêche qui le gêne, et à la cacher non seulement au pays, mais même à son collègue des affaires étrangères. Mais il est étrange, on en conviendra, que l'agence Havas suive son exemple, et qu'elle prenne sur elle de cacher une dépêche qui, de l'aveu de son directeur, est grave et inquiétante.

Nous espérons que la commission des trente trois, qui se réunit aujourd'hui, mettra M. Brisson en demeure de fournir des explications, et réclamera la communication du texte de la dépêche Havas.

Nous avons quelques petites victoires électorales à enregistrer.
 La ville de Vernon (Eure) avait à nommer six conseillers municipaux ; quelques républicains modérés ont tenu la main aux conservateurs et jetté bas M. Barrette, ancien maire et représentant de M. Papin, le concurrent du duc de Broglie. Les six conseillers municipaux sont conservateurs.

Une élection au conseil d'arrondissement avait lieu dimanche dernier dans le canton de Rozoy-sur-Serre (Aisne). M. Constant, conservateur libéral, a été élu par 1,531 voix contre 1,313 à M. Vassor, radical. La candidature de M. Vassor était soutenue par la Tribune, et les radicaux comptaient sur un succès. Mais dans le canton de Rozoy comme dans le reste du département, le mouvement conservateur s'accroît et tel qui votait il y a un mois pour la liste radicale est, on le voit, bien revenu de son erreur.

EN ORIENT

INVASION DE LA SERBIE

Il n'a pas été possible, paraît-il, de faire accepter par le prince de Bulgarie la proposition d'armistice qu'avait acceptée le roi Milan, et nous recevons la nouvelle de l'entrée en Serbie du prince Alexandre à la tête de 50,000 hommes.

A Sofia, l'ivresse du triomphe a vivement surexcité les esprits et la proposition d'armistice n'avait pas été bien accueillie par les populations. L'animosité est des plus grandes aujourd'hui entre ces deux peuples qu'on se plaisait naguère à nous dépeindre comme unies d'origines et de religion. Si la lutte se prolonge, en dépit de l'intervention des puissances, nous aurons certainement à assister à des scènes de carnage qui laisseront bien loin derrière elles les fameux massacres de Bulgarie qui ont servi de prétexte à la guerre de 1877.

Le refus du prince Alexandre de se soumettre au vœu des puissances s'explique par le désir qu'il aurait de prince d'obtenir de la Serbie une forte indemnité de guerre ; l'invasion du territoire de l'ennemi lui a paru le meilleur moyen d'arriver à ce résultat.

On ne peut nier que le gouvernement bulgare ne soit absolument dans son droit. L'inqualifiable agression dont il a été l'objet de la part d'un gouvernement ami lui a imposé de très grands sacrifices en hommes et en argent. La Serbie a su trouver en Autriche et ailleurs des millions pour travailler à troubler la paix européenne ; ce que ceux qui lui ont fourni ces capitaux lui viennent en aide !

Il ne semble pas, pour l'instant, que le roi Milan, occupé à réorganiser son armée, songe à abdiquer comme le bruit en courait il y a deux jours. Sans doute, il aura compris qu'une abdication devant l'ennemi serait considérée comme une défection ; de plus il est dans le domaine des choses probables que le conseil lui aura été adressé de Vienne de ne rien précipiter. L'Autriche s'est toujours montrée très sympathique à ce prince ; sa chute et son remplacement par un Karageorgewitch seraient un échec à la politique austro-hongroise ; il faut donc s'attendre à ce que tous les efforts du cabinet de Vienne tendent à le maintenir sur son trône et c'est sans doute afin d'empêcher un mouvement révolutionnaire en Serbie que des troupes autrichiennes se concentrent en Bosnie et en Herzégovine.

Comment va être accueillie, à Vienne, la nouvelle de l'invasion du territoire serbe ? On le prince Alexandre a-t-il l'intention de s'arrêter ? Se propose-t-il d'aller jusqu'à Belgrade, ou se contentera-t-il d'avoir porté la guerre chez l'ennemi, et, une fois cette satisfaction donnée aux justes colères de son peuple, va-t-il se montrer plus favorable à une suspension des hostilités ?

Tout cela est très incertain.

Il serait cependant nécessaire de mettre fin à cette situation. L'Europe doit

imposer sa volonté et ne pas permettre plus longtemps que l'un après l'autre, Milan et Alexandre fassent si peu de cas de ses décisions.

UNE INCONVENANCE

Il nous semble que nos gouvernants ont commis hier une haute inconvenance envers la cour de Madrid et le peuple espagnol en ne demandant pas aux Chambres de lever la séance en signe de deuil.

Il serait superflu, d'ailleurs, de leur en faire un reproche, parce qu'ils ne comprendraient pas. Qu'y a-t-il entre eux et les monarchies ? De l'envie, de la haine et de l'incongruité : ce sont là les secrètes motivations de nos colères.

Car ils sont les dépositaires et les gardiens de ce loyalisme qui fait les dynasties, et la peur qu'ils ont eue d'en témoigner pourrait être taxée d'abdication.

Le maire de la commune d'Oletta, en Corse, vient d'être condamné par le tribunal de Bastia à quatre mois de prison pour fraudes commises à l'occasion des élections législatives.

Un journal opportuniste, le Voltaire, ayant eu connaissance de cette nouvelle, l'a publiée avec joie en ajoutant que le maire d'Oletta était « bonapartiste ».

Le maire d'Oletta, loin d'être bonapartiste, est un parfait républicain : c'est M. Ernest Judet, candidat de la République aux dernières élections, qui l'affirme lui-même, dans une lettre qu'il adresse à la Nation, et où on lit :

« Je connais particulièrement Oletta, où j'ai eu une énorme majorité lors des dernières élections législatives... »

Je sais quels sont les sentiments de M. Judet, le conseiller général du canton, et du maire qui vient d'être frappé. Ce sont mes amis... »

Comme on le voit, le Voltaire avait avancé tout juste le contraire de la vérité, mais il faut reconnaître qu'en cela il n'a fait qu'écrire l'histoire comme on a coutume de le faire dans son parti.

Nous devons reprendre et compléter notre récit douloureux sur la vie et la mort de celui qui pleure en ce moment et si justement l'Espagne entière ; car si quelques meneurs de partis, qui restaient implacables dans leur ambition malsaine, se réjouissent presque tout haut, comme quelques radicaux de France, de ce tragique événement, l'immense majorité du pays s'est franchement ralliée à la monarchie constitutionnelle.

Les républicains et carlistes vraiment patriotes avaient été frappés de la droiture, de la vaillance, du patriotisme, du libéralisme de ce jeune roi et étaient allés à lui.

L'agonie et la mort

L'agonie a été calme, calme comme celui qui la mort allait prendre, sans pitié pour sa jeunesse ; sans pitié pour ses enfants, pour sa jeune femme ; sans pitié pour le pays.

Quatre heures du matin, le 25, une nouvelle attaque vint frapper le roi ; il pouvait à peine respirer, chacun le crut perdu. On s'empressa autour de son lit, et personne ne retenait plus ses larmes. Lui seul paraissait garder un peu de calme.

— Est-ce que cela s'aggrave ? demanda-t-il à trois reprises différentes.

Et comme personne n'osait lui inspirer une confiance qui était loin de tous les cœurs :

— Quel conflit ! mon Dieu, quel conflit ! dit-il à mi-voix.

Alphonse XII, à ce moment suprême, entrevoyait les complications que sa mort allait soulever, au grand préjudice des intérêts du pays.

A sept heures, une nouvelle attaque de dyspnée vint décider de son sort, et, à partir de ce moment, il entra en agonie ; ses mains étaient glacées et des sueurs abondantes couvraient son corps.

La reine, le cardinal Benardès et le duc de Sésto se trouvaient dans sa chambre.

A sept heures et demie, le roi eut un semblant de mieux et fit appeler auprès de son lit les deux petites princesses, ses deux filles chéries, qu'il embrassa longuement.

A huit heures, le roi reçut les Saints-Sacrements des mains du cardinal Benardès, en présence de la famille royale et de membres du gouvernement.

Les attaques de dyspnée se succédèrent de plus en plus violentes. On le calma avec de la morphine et par des injections hypodermiques.

Grâce à ces expédients, le malade était parvenu à s'endormir ; il reposait sur le côté gauche.

Vers les huit heures et demie, il se retourna du côté droit et resta immobile. La reine, qui n'avait pas quitté le chevet de son auguste époux, depuis qu'avertie par les médecins du danger que courait le roi elle était revenue en toute hâte au Pardo, remerciait Dieu du sommeil réparateur qu'il lui envoyait, lorsqu'elle s'aperçut que le roi râlait, il gémait et que son visage devenait de plus en plus livide. Elle l'appela doucement, puis plus fort.

— Mon Dieu ! mais il ne répond pas, s'écria-t-elle.

Le roi d'Espagne était mort.

Le Pardo

Le Pardo est un bourg situé à quatorze kilomètres de Madrid.

Le palais est entouré de larges fossés que les pluies remplissent en automne et d'où s'échappent des miasmes délétères. L'aspect général est morne, sombre. A trente mètres de la résidence royale, se dresse un dépôt de mendicité.

Ce fut au Pardo que don Alphonse alla recevoir l'archiduchesse Christine, sa fiancée, qui y resta quatre jours.

Étrange coïncidence ! rapprochement lugubre. Ce fut au Pardo que le roi conduisit sa jeune femme à la cathédrale de Madrid pour y recevoir la bénédiction nuptiale.

Ce sera au Pardo que la jeune reine conduira à son tour son époux, pour y recevoir la suprême bénédiction mortuaire ! Juste six ans après jour pour jour !

Don Alphonse s'était décidé à rester dans ce séjour funeste et sombre, parce

qu'il était à proximité de Madrid ; mais il se disposait à se rendre dans la chaude Andalousie, à San Lúcar de Barrameda, chez le duc de Montpensier qui l'avait vivement engagé à quitter le Pardo.

La chambre mortuaire

La reine, après avoir lavé le corps et fermé les yeux du roi, a aidé à le replacer sur le lit, après qu'on l'eût revêtu de son uniforme de capitaine général.

A l'approche de la nuit, on s'est efforcé de faire quitter à la reine la chambre mortuaire. La duchesse de Montpensier a déposé un scapulaire.

Le lit est jonché de fleurs pieusement posées là par la reine dont rien ne saurait rendre la douleur navrante.

Alphonse XII tient dans ses mains croisées sur la poitrine un crucifix en argent.

Le corps sera exposé à Madrid, dans le cabinet où le roi travaillait ordinairement, et qu'on a transformé en chapelle ardente.

La translation de la dépouille royale a eu lieu aujourd'hui vendredi.

A Madrid

Le plus grand ordre règne dans la capitale. Tous les théâtres sont fermés en signe de deuil.

Tous les édifices publics portent le drapeau noir ou le drapeau national cravaté de crêpe.

Les précautions

Le gouvernement a pris les mesures les plus énergiques pour réprimer tout mouvement insurrectionnel.

Tous les postes en ville, aux ministères et dans les édifices publics ont été doublés.

La Epoca dit que le gouvernement a ordonné à tous les soldats en congé de rejoindre leurs corps.

Cette mesure aura pour effet d'augmenter de 60,000 hommes l'armée active.

La Péninsule sera mise en état de siège pour prévenir un soulèvement des carlistes et des républicains.

La régence

La reine-régente ayant exprimé, vers midi, le désir de voir le général Martínez Campos, celui-ci arriva de suite au Pardo. Après s'être entretenu avec la reine, il retourna à Madrid, où il conféra longuement avec MM. Canovas et Sagasta.

Les partis monarchistes font preuve, dans cette triste circonstance, d'un grand patriotisme. Tous les généraux se sont mis à la disposition du président du conseil qui, lui-même, s'est efforcé de conférer avec M. Sagasta et le général Martínez Campos, sur ce qu'il convenait de faire. Ils sont tombés d'accord de rester unis et de défendre à tout prix la monarchie légale et la transmission régulière de la couronne sur la tête de la princesse Mercedes, avec la régence de la reine Christine, qui a reçu des principaux hommes politiques de Madrid l'assurance de leur entier dévouement.

Les libéraux-monarchistes sont résolus de marcher d'accord avec les conservateurs. L'entente est absolue entre tous les groupes dynastiques sur toutes les questions, et pour résoudre en commun toutes les difficultés éventuelles qui se présenteraient.

C'est une ligue contre les républicains et les carlistes qui vont avoir devant eux l'union des partis monarchistes.

Les Cortès se réuniront immédiatement pour proclamer la reine Mercedes 1^{re} et recevoir le serment de la reine-régente.

Le nouveau cabinet

Ruiz Zorrilla à Paris, est déjà parti depuis plusieurs jours. M. Ladevèze se disposait, hier, à partir pour Londres.

L'union entre Castelar et Zorrilla, l'union avec le parti le plus intransigeant et dont le chef est M. Pi I Margall, ancien président de la république fédérale en 1872, est un fait accompli depuis vendredi. Tous les groupes républicains sont donc d'accord.

Attendons-nous à quelques manifestations violentes à Cadix.

M. Ruiz Zorrilla

On lit dans le *Voleur* :

M. Manuel Ruiz Zorrilla a quitté Londres, où il s'était retiré depuis plusieurs mois, afin de ne créer au gouvernement français aucune difficulté internationale.

M. Ruiz Zorrilla doit arriver ce matin à Paris; il repartira ce soir pour l'Espagne. Exilé par simple mesure administrative en 1875, le chef du parti républicain n'a pas cessé de concentrer dans sa main les forces de la démocratie espagnole.

Son retour à Madrid doit donc produire un effet considérable.

La révolution est considérée comme imminente.

Nous espérons que les *desiderata* du *Voleur* ne se réaliseront pas, et que l'armée et la nation sauront prouver aux *descamisados* que la Patrie passe avant l'esprit de parti.

Les carlistes

On mande de Gatz, à la *Nouvelle Presse*, que don Alfonso, frère de don Carlos, qui se trouvait depuis quelque temps dans cette ville, est parti hier subitement pour Venise, assure-t-on.

On mande de Madrid, le 25 :

Le soin du nouveau ministère sera d'éviter un mouvement des carlistes, qui sont très excités. Deux chefs carlistes sont partis hier de Madrid pour aller soulever leurs partisans dans les provinces basques et dans la Navarre.

On dit que les carlistes projettent de faire soulever les républicains rouges, pour intervenir après comme libérateurs de la société menacée.

Mais tout mouvement immédiat paraît ajourné; on ne s'occupe que de l'organisation du parti.

M. le vicomte de Monserrat, aide-de-camp de don Carlos, avait reçu avant-hier même une lettre du duc de Madrid dans laquelle il paraissait très bien renseigné sur la gravité de l'état de don Alfonso.

Ce qui prouve que les carlistes recommenceront tôt ou tard la guerre civile, c'est la lettre suivante du prince de Valori au *Figaro* :

Cher monsieur et ami,

C'est par erreur — et je connais le coupable — qu'il a été dit ce matin au *Figaro* que le duc de Madrid avait signé une convention avec le gouvernement alphonseiste; jamais aucun accord n'a eu lieu entre les deux parties belligères.

Croyez, cher monsieur, à mes sentiments très dévoués.

Prince de Valori.

En France

Les sympathies qu'avait si justement provoquées le jeune roi d'Espagne dans d'autres pays, toujours ami du chevaleresque, se font jour; c'est à qui plaindra la jeune femme, la pauvre mère, la reine vaillante.

Quelques journaux républicains, dirigés par des gens mal élevés et qui mettent l'esprit de parti au-dessus des plus respectables convenances, ont fait entendre des paroles malséantes et des excitations en faveur d'une révolution immédiate destinée à mettre l'Espagne à feu et à sang. Nous ne nous occupons pas de ce monde-là.

Mais nous devons relever la façon misérable dont le *Journal officiel* a enregistré la mort de celui qui fut l'hôte de la France et qui était resté son ami quand même :

S. Exc. M. de Cardenas, ambassadeur d'Espagne, est venu dans la journée d'hier annoncer officiellement au ministère des affaires étrangères la mort de son souverain, S. M. Alphonse XII. Prévenu dans la matinée par différentes dépêches, le ministre avait déjà fait parvenir à Sa Majesté la reine régente les compliments de condoléance du président de la République et ceux du gouvernement français. Les ministres s'étaient fait inscrire, de leur côté, chez l'ambassadeur.

S. M. Alphonse XII, né le 28 novembre 1857, avait été proclamé roi d'Espagne le 30 décembre 1874.

Et puis, c'est tout !

Quoi ! pas une parole de regret, pas un mot de sympathie ! dix lignes dans un coin du journal, sèches comme un procès-verbal, n'ayant pas même l'intérêt d'un fait-divers.

O mesquinerie ! O petitesse de parvenus ! que l'on vous reconnaît bien là !

Lundi prochain, jour des funérailles du roi Alphonse XII, un service, auquel assisteront S. Exc. don F. de Cardenas, le personnel de l'ambassade, le corps diplomatique et les membres de la colonie espagnole résidant à Paris, sera célébré en l'église Sainte-Clotilde.

S. A. I. le Prince Victor Napoléon s'est rendu à l'hôtel de l'ambassade pour présenter ses condoléances au représentant de l'Espagne.

Le maréchal Serrano

Le maréchal Serrano, duc de la Torre, est mort hier, à quatre heures et demie du matin.

Don Francisco Serrano y Dominguez était né à Cadix en 1810. Il entra comme cadet dans la carrière militaire. A l'âge de trente ans, il était déjà général de division.

Après la révolution du mois de juillet 1854, il entra en Espagne, participa au coup d'Etat d'O'Donnell.

En 1856, Paris le vit arriver comme ambassadeur de la reine Isabelle. Sa magnificence, sa prestance, encore relevée par la beauté de sa femme, en fit la coqueluche des salons de l'Empire. Il était dans tout l'éclat de la vie; on courait à ses fêtes, qui étaient aussi agréables que magnifiques, et la belle ambassadrice ravissait tous les cœurs, comme le général faisait tourner toutes les têtes.

Il fut nommé ensuite capitaine-général à Cuba.

En récompense de services rendus à ce poste, il reçut en 1862 le titre de duc de la Torre et celui de grand d'Espagne de première classe. Jusqu'alors il portait le titre de comte de San Antonio, lequel avait apporté sa femme en 1858. Son titre de duc et sa grandesse lui furent donnés par Isabelle II.

À l'occasion de l'annexion de Saint-Domingue. Quatre ans après, il en recevait la Toison-d'Or, pour avoir dompté l'émeute dans les rues de Madrid. Mais, emporté par son humeur, il se faisait bientôt déporter aux Canaries, d'où il ne revint que pour faire avec Topete, le *pronunciamento* de 1868, dans sa ville natale de Cadix.

Après la révolution de 1868, qui renversa la reine Isabelle, le maréchal Serrano prit la présidence du conseil et devint ensuite chef du gouvernement provisoire.

Au mois de janvier 1871, il déposa le pouvoir entre les mains du roi Amédée et devint président du premier ministère de la nouvelle monarchie, mais résigna ses fonctions quelques mois après. En 1872, il prit encore une fois la présidence du conseil, son cabinet fut de courte durée.

Après la proclamation de la République, au mois de février 1873, Serrano quitta l'Espagne et n'y revint qu'après le coup d'Etat du général Pavia.

Proclamé dictateur, il conserva le pouvoir jusqu'au mois de décembre 1874, quand il fut renversé par un *pronunciamento*, à la suite duquel M. Canovas s'empara du pouvoir au nom du roi Alphonse XII.

Après une absence de quelques mois, qu'il passa en France, Serrano alla, au mois de mai 1875, offrir ses hommages et ses services au roi Alphonse, et devint, en 1877, membre du nouveau Sénat espagnol.

En 1882, il rédigea le programme du nouveau parti de la gauche dynastique, dont il devint dès lors le chef.

Au mois de novembre 1883, le maréchal Serrano fut nommé ambassadeur à Paris; mais il ne resta pas longtemps à ce poste, et, rentré en Espagne, se tint jusqu'à sa mort à l'écart des affaires publiques.

C'est pendant son dernier séjour à Paris, il y a deux ans, que le maréchal Serrano a marié sa fille au prince russe Kotchoubey.

Jusqu'à ces derniers temps, à soixante-quinze ans, le maréchal était tout aussi passionné, aussi aventureux, aussi curieux de la vie qu'à vingt-cinq ans, alors qu'il n'était que capitaine. Peu d'existences ont été aussi brillantes.

La disparition de cette personnalité extraordinaire, qui fut mêlée à tous les événements de la Péninsule depuis un demi-siècle, cause une profonde émotion dans toute l'Espagne.

ÉCHOS

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 27 NOVEMBRE

La température varie peu sur l'Ouest et le Sud de l'Europe, elle reste basse dans le Nord-Est.

En France, le temps est à averses. Hier, à Paris, il a plu presque toute la journée.

Il est probable que la Seine va éprouver une petite crue rapide.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Mauvais temps d'entre S. et O.

Océan. — Mauvais temps d'entre S. et O.

MÉDITERRANÉE. — Vent variable faible; mer belle.

Aujourd'hui, 27 novembre, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Queslin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin.....	+ 10 °/°
A onze heures du matin.....	+ 12 °/°
A deux heures du soir.....	+ 14 °/°
Température la plus basse de la nuit	+ 9 °/°
Le baromètre est à 755 millimètres.	

Le mouvement préfectoral, si souvent annoncé, est presque définitivement arrêté; il porte sur une quinzaine de préfets. Il sera signé par le président de la République au conseil de demain matin samedi; le décret paraîtra dimanche à l'*Officiel*.

M. Allain-Targé, préfet de la Sarthe, frère du ministre de l'intérieur, est élevé à la première classe et nommé préfet de l'Aisne en remplacement de M. Séblin, révoqué.

Deux préfets sont mis en disponibilité, ce sont MM. Fauré, de l'Ardèche, et Huot, des Basses-Alpes.

Enfin, voici quelques nominations primitivement arrêtées et qui ne seront peut-être pas toutes modifiées :

M. Rivaud, préfet de la Charente, est nommé dans le Calvados, en remplacement de M. Monod, qui devait aller en Corse, mais qui recevra une autre destination; M. Reybell, préfet de la Haute-Loire, passe dans la Sarthe; M. Graux, préfet du Lot, est envoyé dans la Charente; M. Duclaud, député non réélu de la Charente, est nommé préfet des Basses-Alpes.

En attendant ce mouvement préfectoral, le ministre de la justice, M. Brissot, vient de s'occuper des justices de paix.

Un décret paru ce matin contient dix-neuf démissions, dont trois en Algérie; dix juges de paix remplacés, mais non remplacés; enfin, 3 révocations.

Le *Journal officiel* publie le décret convoquant le collège électoral du département de l'Ain et de la Savoie pour le dimanche 20 décembre prochain, à l'effet d'élire quatre députés.

L'ambassadeur d'Espagne, M. Cardenas, est appelé à Madrid.

Ce diplomate partira incessamment. Son retour à Paris dépend des événements dont l'Espagne peut, d'un jour à l'autre, être le théâtre.

Le bruit a couru hier, à la Bourse et sur les boulevards, que M. de Lesseps était très gravement malade, et cette nouvelle s'est répandue si rapidement qu'à partir de cinq heures l'hôtel qu'il habite, avenue Montaigne, a été assiégé par une foule d'amis et de visiteurs. Le grand Français a pu répondre lui-même qu'il ne s'était jamais si bien porté et qu'il n'avait jamais été si gaillard.

On se demande déjà quel est l'officier général qui remplacera dans la division de la mer des Indes le contre-amiral Miot, qui parviendra dans quelques mois au terme de son commandement, et on met en avant le nom de l'amiral Le Timbre.

N'étant que capitaine de vaisseau, ce vaillant marin a déjà commandé la station des Indes, où il s'est fait remarquer par son énergie à l'égard des sujets

ou protégés britanniques. Il y a été remplacé par l'amiral Pierre, puis par le ministre actuel de la marine, et enfin par l'amiral Miot, qui se trouve chargé depuis bientôt deux ans de la conduite des opérations militaires à Madagascar.

Les Anglais nous sont aussi hostiles que les Hovas. Avant le commencement de la guerre actuelle, leur malveillance et leur jalousie n'ont jamais perdu une occasion de se manifester. Les commandants des navires de guerre anglais avaient trouvé en la personne du commandant Le Timbre un homme qui savait répondre à leurs insolentes prétentions.

Ces souvenirs nous permettent de demander si, à raison de ces titres mêmes, la République qui a sacrifié l'amiral Pierre aux Anglais, osera confier le commandement de la division des Indes à l'amiral Le Timbre.

L'Écroulement raconte qu'avant-hier mercredi, vers deux heures, en se rendant au siège de la Société des gens de lettres, notre honorable confrère M. Emmanuel Gonzales, poussé par un chien de Terre-Neuve, a fait, rue de la Bruyère, une chute assez grave. Dans le premier moment, on avait cru des craintes sérieuses sur les suites de cet accident.

Les nombreux amis du délégué de la Société des gens de lettres seront heureux d'apprendre que M. Emmanuel Gonzales, soigné à temps, en sera quitte pour une légère hémarragie et quelques jours de repos.

Nous devons signaler aux lecteurs qui s'intéressent aux choses parlementaires une brochure de M. Paul Robiquet, avocat au conseil d'Etat, intitulée : *Etude sur la revision constitutionnelle et la loi électorale du Sénat*, publiée par l'éditeur Thorin.

C'est un commentaire complet et savant de ces deux actes de la précédente législature. Quelque jugement que l'on porte sur la revision bâtarde que nous devons à M. Jules Ferry, et sur la loi électorale du Sénat, véritable chinoiserie, bien digne de l'auteur de l'aventure tonkinoise, il est utile d'avoir les pièces sous les yeux, avec le résumé des débats auxquels elles ont donné lieu.

Le commentaire impartial et lumineux de M. Paul Robiquet est d'autant plus indispensable qu'il est très possible que les questions constitutionnelles soient remises en discussion dans la législature qui vient de s'ouvrir.

La commission nommée pour l'organisation du bal du tribunal de commerce s'est réunie, hier, dans l'après-midi, dans la salle des réunions des juges, sous la présidence de M. Michaux, président du tribunal de commerce.

Après un exposé des projets par M. Alphonse, il a été décidé que le bal aurait lieu irrévocablement le 19 décembre et que les billets — dont le prix reste fixé à 20 francs — sont mis en vente à partir d'aujourd'hui.

Le rapport de cette séance sera communiqué à la commission générale de jeudi prochain, à l'hôtel de Ville. Elle fera connaître en entier le programme de la fête qui surpassera en éclat le bal de 1874.

Ajoutons que le montant des souscriptions recueillies jusqu'à ce jour, par le comité d'organisation des Fêtes du commerce et de l'industrie, s'élève à la somme de 41,368 francs.

On annonce la mort de M. Levassor de Loral, général de division en retraite, qui s'était distingué en Algérie et pendant la guerre de 1870. M. Levassor de Loral s'était retiré à sa villa de la Torse, non loin d'Aix. C'est là qu'entouré de sa famille, il vient de rendre le dernier soupir. M. Levassor de Loral était le père de cette jeune religieuse qui faillit périr à côté de sa supérieure, Mme Delu-Martiny, dans le drame terrible de la Servante.

On se rappelle qu'à cette époque, M. le général de Loral resta quelque temps à Marseille auprès de sa fille et ne la quitta que lorsqu'elle fut tout à fait remise des suites de l'attentat sauvage dont elle faillit être aussi la victime.

On se rappelle aussi que l'attentat fut commis par un jardinier, qui tua le gardien Raissiguier.

Décidément, il faut renoncer à voir de sitôt la cour du Carrousel débarrassée de ses affreuses baraquas, car non seulement le nouvel Hôtel des Postes de la rue Etienne-Marcel n'est pas terminé, mais on ne prévoit pas encore l'époque où M. Sarrien pourra définitivement y installer ses services.

Loin d'activer les travaux, on a congédié en pleine crise une centaine d'ouvriers, et il n'en est resté que quelques-uns pour sauver les apparences et pour ne pas dévoiler au public que le budget alloué pour cette construction est, depuis longtemps, complètement épuisé.

On s'agite administration républicaine, on te reconnaît bien là !

Tous les mardis à quatre heures, à partir du 15 décembre, salle Albert-le-Grand, le P. Lavy, des Frères-Prêcheurs, fera une conférence sur la théologie de Saint-Thomas d'Aquin.

Ce prédicateur d'un talent déjà célèbre s'adressera surtout aux hommes de science en traitant de la création et des origines de l'humanité, matières des plus intéressantes et attrayantes pour tous.

Il y aura foule certainement pour l'écouter.

Un volume remarquable et absolument en dehors des données vulgaires vient de paraître chez Calmann Lévy; c'est le *Petit Rosier*, par Pierre Cour, un écrivain sympathique et des plus longtemps connus des lecteurs de la *Patrie*.

Le *Petit Rosier* renferme trois études d'un sentiment très élevé et de sujets entièrement dissimulés, frappés au coin de l'originalité et de la précision qui caractérisent le talent de Pierre Cour, à la fois réaliste, idéal, et dont le style d'une grande pureté n'est pas le moindre charme. Félicitations à l'auteur et à l'éditeur.

Les partisans du tir à l'arc deviennent chaque jour de plus en plus nombreux et il est sérieusement question, si l'administration ne s'y oppose pas, d'installer au bois de Boulogne, sur l'ancienne piste

d'entraînement, un tir à l'oeil dans le genre de celui qui existe à Dublin.

Il y aurait, en outre, des câbles mobiles et des câbles fixes pour permettre aux novices de s'exercer.

Espérons que le projet réussira.

En attendant que l'on tire à l'oeil, Pierre Véron, le spirituel directeur du *Charivari*, vient d'instituer le *Tir aux oisons*.

Le *Tir aux oisons* est le titre du dernier volume satirique que vient de publier chez Dentu l'auteur de tant de livres à succès parisiens. L'humoristique écrivain y dit vivement leur fait à nos travers, et deux éditions rapidement enlevées ont prouvé déjà que le public lui donne gain de cause.

Le président interroge un malfaiteur qui a dérobé dans les bois un certain nombre de voyageurs.

— Votre profession ?

— Inspecteur des forêts, mon président.

ÉCHOS PARLEMENTAIRES

La commission du Sénat, réunie sous la présidence de M. l'amiral Jauréguiberry, a repoussé le projet voté par la Chambre relativement à l'armée coloniale.

Elle veut conserver aux troupes d'infanterie et d'artillerie de marine le soin de la défense des colonies, et le maintien de ses troupes sous la dépendance du ministère de la marine.

Elle a chargé une sous-commission, composée de MM. le général Frébault, Barbey et Millet-Fontarabie, de rédiger un projet nouveau dans ce sens.

Aujourd'hui, à 2 heures, la commission des crédits tient sa seconde séance.

Elle entendra MM. Brissot, Campenon, Galber et de Freycinet.

On affirme que tous les documents demandés par la commission lui seront communiqués.

Les gauches devaient tenir, aujourd'hui vendredi, une nouvelle réunion plénière; mais le bureau de la réunion, en présence des pourparlers engagés entre le gouvernement et la commission des 33 au sujet des crédits, a décidé de ne convoquer les gauches que la semaine prochaine, afin que la réunion puisse délibérer sur les déclarations que les ministres feront aujourd'hui devant la commission des crédits.

La sous-commission du 4^e bureau chargée d'examiner les opérations électorales du Finistère a repoussé les conclusions du rapport de M. Lorançhet.

M. Lorançhet, qui concluait à l'invalidation, a aussitôt donné sa démission de rapporteur, et M. Lafferrère, député de la droite, a été élu à sa place.

La première commission d'initiative parlementaire a statué hier sur un certain nombre de propositions de loi dont elle était saisie.

Elle a approuvé les conclusions d'un rapport de M. Remolvi tendant à prendre en considération la proposition de loi relative à la nomination d'une commission de classement des chemins de fer, analogue à celle qui avait été instituée sous la précédente législature.

La commission a également pris en considération trois propositions de MM. Thiesse, Pichon et de La Billais, relatives aux marchés de fournitures et de travaux publics passés par l'Etat et stipulant que les fournitures seront exclusivement d'origine française.

La séance de la Chambre

L'agriculture, « cette grande malade », comme l'appelait un auteur de la dernière Chambre, avec l'assentiment de la droite, a comparu hier devant nos nouveaux législateurs. Il s'agissait d'une interpolation de M. Brice, député d'Ille-et-Vilaine, sur les marchés passés pour les fournitures militaires. M. Brice se plaignait, comme nous l'avons fait souvent, que les administrations de la guerre et de la marine acceptassent de leurs fournisseurs de grandes quantités de blés et d'avoine de production étrangère, au grand détriment de l'agriculture française. Il proposait enfin un ordre du jour motivé invitant le gouvernement à mettre un terme à ces abus.

Le sous-secrétaire d'Etat à la guerre, M. Cavaignac, a été chargé de répondre pour les deux ministères interpellés. Celui de la marine était présent, mais celui de la guerre n'a pas daigné se montrer, considérant sans doute comme au-dessous de lui de se mêler à cette querelle de pékins. M. Cavaignac a prétendu que la part faite aux céréales étrangères n'était pas aussi importante qu'on l'affirmait, que le gouvernement, par des différences de poids spécifique, favorisait nos produits dans les adjudications. Il a déclaré qu'il était impossible d'admettre d'une façon absolue l'exclusion des produits étrangers, ajoutant que l'administration ferait de nouveaux efforts pour restreindre encore la part qui leur est laissée dans les fournitures militaires.

Cette déclaration n'était pas de nature à donner satisfaction aux défenseurs des intérêts agricoles. Déjà, en maintes circonstances, les ministres avaient été invités à s'adresser aux producteurs français. Ils avaient fait des promesses et ne les avaient pas tenues. M. Brice insista donc pour le vote de son ordre du jour très catégorique qui invitait le gouvernement à exclure des fournitures et adjudications militaires tout produit agricole étranger.

Le gouvernement fit demander l'ordre du jour pur et simple par ses amis, mais cet ordre du jour fut repoussé par 300 voix contre 117.

On se rabattit alors sur cet ordre du jour émollient présenté par M. Laur :

La Chambre, convaincue de la nécessité de réserver à l'agriculture nationale les fournitures de l'Etat :

Considérant, en outre, que trois projets de loi viennent d'être déposés au nom de la commission d'initiative tendant précisément à réglementer les achats faits à l'étranger par l'Etat, passe à l'ordre du jour. (Très bien ! très bien ! à gauche.)

Il existe, en effet, trois propositions de loi sur cette question, mais elles sont encore à l'état de rapports de la commission d'initiative et avant qu'elles passent à celui de lois, il coulera beaucoup d'eau sous le pont de la Concorde et il entrera beaucoup de blés étrangers dans les magasins de l'armée et de la marine.

Le gouvernement accepta cet ordre du jour qui laissait les choses en l'état, ménage.

en se bornant à la déclaration platonique contenue au premier paragraphe. La priorité ne fut pas accordée à l'ordre du jour de M. Brice et l'on vota séparément sur chacun des deux paragraphes de celui de M. Laur. Le premier paragraphe fut adopté par 402 voix contre 93; le second par 272 voix contre 217. Enfin, l'ensemble de cet ordre du jour réunit 306 voix contre 195.

Signalons aux populations agricoles ce premier témoignage de la sollicitude que leur porte la majorité nouvelle.

Au début de la séance, la Chambre s'est livrée au plaisir innocent de nommer deux membres de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations. Le scrutin n'a donné de résultat que pour un seul membre. C'est M. Letellier, député d'Alger, qui a été nommé par 171 voix. On ensuite obtenu :

MM. Julien 138, Léon Chevreau 64, baron de Souheyran 50, Remolvi 38, Léon Maurice 31 et Maurice Faure 30. Un second tour de scrutin aura lieu samedi.

Les propositions de loi pleuvent sur le bureau; nos législateurs vident leur sac. Nous remarquons dans cette abondance une élocution de M. Beauchamp ayant pour objet l'abrogation du décret de 1858, lequel rétablissait la noblesse, et la suppression de l'article 239 du code pénal qui protège la propriété des titres nobiliaires. « A la bonne heure ! voilà qui est pratique et va singulièrement relever notre prestige et nos affaires ! »

GAZETTE DE PARIS

La fille de Bouillon

La fille de bouillon, qu'il ne faut pas confondre avec la fille de brasserie, est un type essentiellement parisien. Son origine date de près d'un demi-siècle, origine obscure il est vrai, mais très curieuse.

Ce fut vers 1835 que le bonnet et le tablier blancs de la fille de bouillon firent leur première apparition dans les petites crieries du quartier Montmartre, où se déballait, moyennant trente centimes, des bols de riz au lait tout bouillants, et que la jeunesse d'alors — étudiants et grisettes — absorbait à la sortie des théâtres, avec la fameuse galette du Gymnase, de croustillante mémoire.

Bols de riz, grisettes et galette ont disparu — trois cataclysmes en un seul ! mais la fille de bouillon est restée.

Quant à l'étudiant, on assure qu'il en existe encore ; mais le fait n'est pas certain.

L'existence de la fille de bouillon s'affirma de 1840 à 1845, lorsque se fondèrent les *Bouillons hollandais*, qui venaient faire concurrence aux diners à 19 sous ! « Établissements meurtriers pour les estomacs », dit un historien calomnieux ou tout au moins médisant.

Alors la fille de bouillon n'avait pas encore le cachet particulier et uniforme qu'elle a pris aujourd'hui. Le ruban fantaisiste n'était pas prosaïque dans sa toilette, et elle pouvait porter la robe d'indienne claire. Sa situation était assez précaire, mais elle était plus libre et astreinte à un travail moins pénible. Généralement, elle se recrutait parmi les bonnes sans place et parmi les cordons bleus de rencontre, d'un âge insaisissable comme l'œil du bouillon qu'elle servait, moyennant vingt-cinq centimes.

Mais voilà qu'une individualité commerciale et industrielle apparaît en plein Paris. M. Duval, marchand boucher d'une intelligence remarquable, fonde les *Établissements de bouillon* qui portent encore son nom, par la raison toute simple qu'ils sont encore dirigés par Mme Duval, mariée en secondes nocces, et par son fils, M. Alexandre Duval.

Le premier Bouillon fut ouvert rue de la Monnaie. A partir de ce jour, la fille de bouillon eut une existence officielle, un état-civil commercial. D'autres établissements se sont fondés sur le modèle des bouillons Duval, sans en être la copie servile : tables d'hôte, restaurants à prix fixes, selon les besoins du quartier et les ingéniosités des industriels qui les exploitent; mais la fille de bouillon est restée partout ce qu'elle était en 1850.

Aujourd'hui comme alors elle est uniformément vêtue d'une robe noire avec tablier blanc, à bavette épinglée sur la poitrine, et dont les pans l'enveloppent complètement.

Au cou un petit col blanc, droit ou rabattu, selon la volonté; celles qui ont le cou bien blanc, bien attaché, d'une courbe gracieuse, portent le col rabattu; les autres, le col droit.

Aux bras, des manches blanches retenues au-dessus de l'avant-bras par un bracelet de caoutchouc recouvert d'un tissu bleu. Sur la tête, hardiment campé au sommet du chignon, sur lequel il tient par un miracle d'équilibre, un bonnet de mousseline blanche, dont les brides nouées par derrière retombent sur le cou. Le tout toujours d'une blancheur éblouissante.

Ainsi simplement vêtues, quelques-unes vraiment appétissantes; — le mot est ici de circonstance, — et toutes sont avenantes.

C'est une condition obligatoire.

N'est pas apte qui veut à être fille de bouillon. Il

centrale de Poissy, après y avoir été emprisonné pendant deux ans.

Le mystère de Genevilliers. — Un nommé Louis Barillon, âgé de trente-quatre ans, marié, demeurant à Genevilliers, boulevard de Saint-Ouen, 9, se trouvait dimanche dernier, vers sept heures et demie du matin, dans sa propriété située dans l'île des Caboues.

De crainte des voleurs, nombreux en cet endroit, il avait emporté avec lui un fusil de chasse système Lefebvre. C'est une précaution qu'il n'aurait jamais prise s'il n'avait eu, à une heure aussi matinale, visiter sa propriété.

Il était à peine quelques instants à peine, lorsqu'il aperçut, dans une pièce de terre lui appartenant et voisine d'un pré où il se trouvait, un individu qui courait des chiens et les renfermait ensuite dans un sac placé à côté de lui.

Barillon s'avança vers cet individu qui, en entendant du bruit, se retourna, et se voyant surpris, prit la fuite. Le marié courut après son voleur, mais ne put parvenir à l'atteindre; il lui cria de s'arrêter, l'autre n'en tint aucun compte et prit sa course de plus belle.

Alors, Barillon saisit son fusil, épana, et fit feu sur le fuyard. Celui-ci fut atteint, car Barillon lui porta vivement sa mèche à la tête. L'individu continua sa course, et le marié le vit se diriger du côté de la Seine, au bord de laquelle il s'arrêta.

Il le vit se baisser, puis il le vit s'affaïsser. Des personnes qui passaient le relevèrent et le conduisirent, dit-on, à l'hôpital où il serait mort de ses blessures.

Barillon s'en retourna chez lui tranquillement, après avoir pris le sac dans lequel étaient les chiens qu'avait coupés cet individu.

Le blessé serait un nommé Louis Oudot, demeurant à Cligny, rue Fouquet, n° 14.

Barillon a été arrêté; il est actuellement à la disposition du commissaire de police d'Asnières.

Renversé par un fiacre. — M. Auguste Tréves, capitaine de vaisseau, retour du Tong-King où il a fait la dernière campagne, passait place du Théâtre Français, lorsqu'en voulant se garer d'un omnibus, il a été renversé par le fiacre 3050 de la Compagnie générale, et s'est grièvement blessé à la tête.

Transporté dans une pharmacie où des soins lui furent donnés, M. Tréves a été, sur sa demande, reconduit à son domicile, rue Jacob, 21.

L'agression de Bois-Colombes. — Avant-hier, un artiste d'un concert de Paris, Mlle D., a été l'objet d'une agression à main armée à Bois-Colombes. Fort heureusement, Mlle D. n'est pas blessée, mais elle a subi des menaces du rôdeur qui l'avait assailli. Gardant tout son sang-froid, elle sortit un revolver de sa poche et mit le malfaiteur en fuite.

Peu d'instants après cette attaque, plusieurs coups de feu ont été entendus également à Bois-Colombes. Trois individus, dont l'un des noms est inconnu, ont introduit dans une maison de la rue des Anabaptistes, à quelques pas de la demeure de Mlle D., mais, le propriétaire, réveillé par le bruit qu'ils faisaient, avait saisi son fusil et tiré sur les voleurs, qui s'étaient enfuis, sans être atteints. On suppose que l'individu qui a attaqué Mlle D. était le guet, tandis que ses complices cherchaient à s'introduire dans la maison, et qu'il n'a assailli cette vaillante artiste que pour se débarrasser d'un témoin gênant.

Accident de voiture. — Une des plus jolies femmes de la colonie brésilienne, Mme la comtesse de Moncada, a été victime hier, à cinq heures du soir, d'un accident de voiture sur la place de la Concorde. Le coupé qu'elle occupait avec sa fille, un enfant de trois ans, a été pris en écharpe et renversé par une voiture dont le cheval s'était emballé en descendant les Champs-Élysées.

La petite fille n'a reçu que quelques contusions sans gravité. Mais Mme de Moncada a été sérieusement blessée, au bras droit et au visage par les éclats de verre du véhicule.

Arrestation d'un banquier. — M. Clément, commissaire aux délégations judiciaires, s'est présenté hier matin, rue Etienne-Paschat, 11, à Asnières, et y a opéré l'arrestation d'un banquier nommé Grenier.

Ce financier, qui, sous la raison sociale Grenier et Co, avait fondé rue de Grammont, 17, une maison de banque, n'avait pas paru depuis juillet dernier dans ses bureaux.

Il laisse un passif de 1,700,000 francs. Grenier a été écroué au Dépôt.

Arrestation de deux assassins. — Le commissaire de police du quartier de La Chapelle, recevant avant-hier, la visite de deux personnes venant lui dénoncer le nommé Cyprien Gatteaux, âgé de quarante-deux ans, comme étant l'auteur d'un assassinat commis de complicité avec un nommé Lesage, à Craonne (Aisne), sur la venue Mathieu, âgé de soixante-cinq ans.

Un inspecteur du commissariat, mis à la recherche de cet individu, l'a découvert chez un marchand de vins de la rue des Vinaigriers, et a procédé à son arrestation. Cet individu a été tout d'abord, puis a fait des demi-aveux.

On a télégraphié immédiatement au parquet de Laon.

En attendant, Cyprien Gatteaux, qui habite rue du Département, 31, et qui a déjà subi deux condamnations, a été gardé à la disposition du commissaire de police.

Quelques heures plus tard, celui-ci se rendait à Grenelle et arrêtait le complice de Gatteaux, le nommé Eugène-Tranquille Lesage, se disant ouvrier menuisier sans ouvrage. Tous deux ont été écroués au Dépôt.

La gare d'Asnières. — Plusieurs journaux avaient signalé ces jours derniers l'état déplorable dans lequel se trouve la gare d'Asnières. Un de nos abonnés nous apprend que la Compagnie de l'Ouest, tenant compte de ces justes réclamations, se décide à donner satisfaction aux nombreux voyageurs d'Asnières et de Boulogne-sur-Seine et à rétablir la gare telle qu'elle était avant la guerre de 1870, c'est-à-dire à couvrir les quais et à les bitumer.

Les nombreux amateurs de courses bérilont comme les habitants d'Asnières les administrateurs de la Compagnie de l'Ouest.

Petites nouvelles. — Grande séance de magnétisme et d'hypnotisme donnée par M. Robert, samedi prochain 28 novembre, à huit heures et demie, dans la salle de l'hôtel de Saint-Petersbourg, 33, rue Camille.

Dans cette séance, le magnétiseur produira une série de phénomènes qui prouveront d'une manière indiscutable l'existence du fluide magnétique, ainsi que celle de la lucidité somnambulique, par la lecture, sans le secours des yeux et à travers des corps opaques.

On peut se procurer des billets à l'hôtel de Saint-Petersbourg.

LE CRIME DE GAGNY

Voici de nouveaux renseignements sur le crime de Gagny.

La première enquête établit l'identité du mort, qui est un nommé Fritoli (Antoine), âgé de trente-quatre ans, originaire d'Italie, ouvrier chaudiériste, chez M. Desnoyers, à Gagny.

Les poches des vêtements de la victime avaient été retournées et vidées. Fritoli avait touché sa paie. Il avait le soir sur lui une somme de 30 francs. Cette somme a disparu.

L'enquête, comme nous l'avons dit, a établi que Fritoli vivait en concubinage avec une femme, la Camprenolle, âgée d'environ trente ans. Cette femme, avant de connaître Fritoli, avait été la concubine d'un journalier nommé Bigot, dont elle avait eu deux enfants. Bigot partit comme soldat au 1er régiment d'infanterie de marine. Il fut envoyé au Sénégal et, pendant son absence, l'Italien prit sa place.

Il y a trois semaines, à peu près, Bigot, libéré du service, revient à Gagny. Il parait très affecté de l'infidélité de sa maîtresse; néanmoins, il n'y eut, entre lui et son remplaçant, aucune querelle.

Dimanche 22 courant, la fille Camprenolle, âgée de vingt ans, se rendait à la messe à la paroisse de Saint-Pierre, en bonne intelligence. A six heures, Bigot vint la trouver et tous trois se rendirent au bal Dumesnil, au plateau de Montmireuil, où se trouvaient une demi-douzaine de compatriotes de Fritoli.

On but, on causa, on ne semblait pas se disputer.

Cependant, quelques propos ont été relevés. Un témoin raconte avoir entendu les Italiens murmurer :

— En voilà un qui ne dansera pas demain !

Sur ces propos, la Camprenolle sortit avec Bigot, en disant :

— Allons-nous-en, je ne veux pas voir ça, moi !

Elle sortit, laissant Fritoli au bal avec les autres Italiens.

La Camprenolle et Bigot étaient allés se coucher dans le garni du sieur Astruc, au Parc-Carrée, campement de la misère dans un rez-de-chaussée, n'ayant pour tout mobilier qu'un lit de fer avec un traversin et un matelas de varech.

On apporta pour les deux enfants, qui les avaient suivis, un autre petit lit de fer, sur les ressorts duquel on étendit purement et simplement une toile.

Fritoli, sans doute, n'était pas satisfait. A deux heures du matin, le propriétaire du garni, M. Astruc, entendit du bruit devant sa porte, se leva et alla en chemise voir ce qui se passait.

Il aperçut à la porte Fritoli qui, un bâton à la main, le menaçait.

Bientôt, dans le bois, à vingt pas du garni, s'éleva le tumulte d'une querelle violente, puis des injures en italien; enfin le bruit de coups violents et répétés; c'est à ce moment qu'on assassinait Fritoli.

L'inhumation a été autorisée, et avant-hier à trois heures, M. Fabé Balthus, curé de Gagny, est venu faire la levée du corps. Après une courte prière, le corps a été déposé à l'église, et l'enterrement a eu lieu à six heures.

Toute la journée, MM. Rosenfeld, substitut du procureur de la République, et Lagrenée, juge d'instruction, ont interrogé les témoins et certains individus soupçonnés. Les deux derniers se trouvent un Italien, nommé Michel, qui vit maritalement avec une cousine de la Camprenolle, et un certain nombre d'ouvriers, également Italiens, dépit de cet équipage, éveillaient, plutôt que d'autres impressions, des idées de beauté saine et de puissance.

Or, on était à la fin de mai; un mois de mai très orageux, qui hâta la maturité des foins. Le soir tombait. Le ciel était plein d'éclairs, plein d'éclairs, étouffant. L'homme avait froid. Aussi, quand il fut arrivé à quelques pas du maître qui, un pied sur l'autre et s'appuyant du coude contre son mur de pierres non taillées, bayait aux corneilles, il souleva, d'un geste ample, son chapeau de paille, défoncé, bossué, décoloré en maints endroits et si souvent rotti par les soleils et lavé par les pluies qu'il n'avait plus forme ni couleur, et ayant salué, demanda « si on ne donnait pas bien un verre ».

— Pourquoi pas dit Perrier.

Mais quand il eut bu, ce fut du feu qu'il fallut à cet hercule pour allumer sa pipe. Il l'avait sortie. C'était un brûle-gueule infect. Et dans la maison propre et exactement en ordre, comme elles le sont toutes en ces contrées, il put, ayant posé ment rangé le fardeau de ses bottes et son sac sous un banc, ramasser entre ses doigts, parmi la cendre de l'âtre, une brindille de bois dont il secoua la peluche grise et qu'il ramena de son souffle.

Cependant, une envie naissait en lui, facile à satisfaire, d'une nuit au moins permise lui, de quelque besogne accordée, de quelque monnaie à gagner; et son désir se faisant impérieux, comme faute de parler, on meurt sans confession, il parlait. Sa rude voix sonore emplissait la Geranière.

Ce qu'il disait, c'était son histoire. Maintenant Perrier savait le nom de ce voyageur, de ce passant, de cet hôte. Il s'appelait Gambert, Baptiste, était de la Fourmière-en-Grazay, venait d'Épône-le-Chevreuil — une sale affaire — il n'y avait pas gagné la chemise qu'il avait sur le dos, et allait à Fougères, où il avait des amis. A la glorieuse. Chez M.

ramassés avec assez de difficultés dans les carrières des environs par la gendarmerie et les agents du Raincy et de Gagny.

Is prétendaient ne rien savoir.

On est persuadé que la Camprenolle sait quelque chose. Outre les paroles prononcées au bal et qui semblent démontrer qu'elle n'ignorait pas ce qui allait se passer, on a d'elle un autre propos grave. Le matin, lorsque attirée par la rumeur de la foule, elle quitta le garni d'Astruc et vint, comme tout le monde, voir le cadavre :

— Ils devaient bien lui en donner, dit-elle; mais ils n'auraient pas dû l'arranger comme ça !

La Camprenolle, voulant reprendre Bigot, cherchait certainement à se séparer de Fritoli. Elle l'avait même engagé à quitter le pays. Est-ce pour le forcer à partir qu'elle l'a fait assassiner ?

La femme Camprenolle, Michel et un troisième inconnu ont été conduits hier matin à la prison de Pontoise, sous l'escorte de trois gendarmes.

CHRONIQUE JUDICIAIRE

Un drame mystérieux

La famille Mercier habite à Mâcon, hameau dépendant de la commune de Condé-sur-Escaut, deux maisons contiguës, en façade sur la grande route et entourées de jardins donnant par derrière sur les champs. L'une de ces maisons est occupée par le père Jean-Baptiste Mercier et son beau-fils; la seconde par le fils, Alphonse Mercier, cabaretier. Depuis plusieurs années, ce dernier avait noué des relations intimes avec une femme Cruet, de la même commune. La femme Cruet avait abandonné le domicile conjugal et Mercier l'avait d'abord installée dans une commune belge peu éloignée de Condé, et ensuite l'avait fait venir chez lui; et, bien qu'il cherchât à la faire passer seulement pour sa servante, personne ne se méprenait sur la situation qu'elle avait réellement dans la maison; elle y était la maîtresse dans toutes les acceptions de ce mot.

Le ménage Interlope, installé sous les yeux des parents, ne laissait pas de leur causer une vive irritation. S'il faut en croire l'opinion publique, la morale blessée n'en faisait pas tous les frais, et des raisons plus positives et plus pratiques entraient en ligne de compte.

Alphonse Mercier était veuf; sa femme lui avait laissé une certaine fortune, mais celle-ci était épuisée et il était sous le coup de besoins d'argent très pressants. Ses immenses étaient hypothéquées, une saisie était imminente; c'était la ruine à courte échéance. Or, il y avait dans le pays une certaine veuve, Locadée B., un peu mûre, mais dont la bourse, en revanche, était bien garnie. Elle avait épousé un riche négociant, mais celui-ci était mort, et elle avait hérité d'une fortune considérable.

Alphonse Mercier avait vu, dans la veuve Locadée, une proie facile. Il avait commencé par lui faire des avances, et elle avait répondu à ses avances par une certaine froideur. Mais, peu à peu, il avait gagné sa confiance, et elle avait fini par lui ouvrir son cœur.

Alphonse Mercier était veuf; sa femme lui avait laissé une certaine fortune, mais celle-ci était épuisée et il était sous le coup de besoins d'argent très pressants. Ses immenses étaient hypothéquées, une saisie était imminente; c'était la ruine à courte échéance. Or, il y avait dans le pays une certaine veuve, Locadée B., un peu mûre, mais dont la bourse, en revanche, était bien garnie. Elle avait épousé un riche négociant, mais celui-ci était mort, et elle avait hérité d'une fortune considérable.

Alphonse Mercier avait vu, dans la veuve Locadée, une proie facile. Il avait commencé par lui faire des avances, et elle avait répondu à ses avances par une certaine froideur. Mais, peu à peu, il avait gagné sa confiance, et elle avait fini par lui ouvrir son cœur.

Alphonse Mercier était veuf; sa femme lui avait laissé une certaine fortune, mais celle-ci était épuisée et il était sous le coup de besoins d'argent très pressants. Ses immenses étaient hypothéquées, une saisie était imminente; c'était la ruine à courte échéance. Or, il y avait dans le pays une certaine veuve, Locadée B., un peu mûre, mais dont la bourse, en revanche, était bien garnie. Elle avait épousé un riche négociant, mais celui-ci était mort, et elle avait hérité d'une fortune considérable.

Alphonse Mercier avait vu, dans la veuve Locadée, une proie facile. Il avait commencé par lui faire des avances, et elle avait répondu à ses avances par une certaine froideur. Mais, peu à peu, il avait gagné sa confiance, et elle avait fini par lui ouvrir son cœur.

Alphonse Mercier était veuf; sa femme lui avait laissé une certaine fortune, mais celle-ci était épuisée et il était sous le coup de besoins d'argent très pressants. Ses immenses étaient hypothéquées, une saisie était imminente; c'était la ruine à courte échéance. Or, il y avait dans le pays une certaine veuve, Locadée B., un peu mûre, mais dont la bourse, en revanche, était bien garnie. Elle avait épousé un riche négociant, mais celui-ci était mort, et elle avait hérité d'une fortune considérable.

Alphonse Mercier avait vu, dans la veuve Locadée, une proie facile. Il avait commencé par lui faire des avances, et elle avait répondu à ses avances par une certaine froideur. Mais, peu à peu, il avait gagné sa confiance, et elle avait fini par lui ouvrir son cœur.

Alphonse Mercier était veuf; sa femme lui avait laissé une certaine fortune, mais celle-ci était épuisée et il était sous le coup de besoins d'argent très pressants. Ses immenses étaient hypothéquées, une saisie était imminente; c'était la ruine à courte échéance. Or, il y avait dans le pays une certaine veuve, Locadée B., un peu mûre, mais dont la bourse, en revanche, était bien garnie. Elle avait épousé un riche négociant, mais celui-ci était mort, et elle avait hérité d'une fortune considérable.

Alphonse Mercier avait vu, dans la veuve Locadée, une proie facile. Il avait commencé par lui faire des avances, et elle avait répondu à ses avances par une certaine froideur. Mais, peu à peu, il avait gagné sa confiance, et elle avait fini par lui ouvrir son cœur.

Alphonse Mercier était veuf; sa femme lui avait laissé une certaine fortune, mais celle-ci était épuisée et il était sous le coup de besoins d'argent très pressants. Ses immenses étaient hypothéquées, une saisie était imminente; c'était la ruine à courte échéance. Or, il y avait dans le pays une certaine veuve, Locadée B., un peu mûre, mais dont la bourse, en revanche, était bien garnie. Elle avait épousé un riche négociant, mais celui-ci était mort, et elle avait hérité d'une fortune considérable.

Alphonse Mercier avait vu, dans la veuve Locadée, une proie facile. Il avait commencé par lui faire des avances, et elle avait répondu à ses avances par une certaine froideur. Mais, peu à peu, il avait gagné sa confiance, et elle avait fini par lui ouvrir son cœur.

Alphonse Mercier était veuf; sa femme lui avait laissé une certaine fortune, mais celle-ci était épuisée et il était sous le coup de besoins d'argent très pressants. Ses immenses étaient hypothéquées, une saisie était imminente; c'était la ruine à courte échéance. Or, il y avait dans le pays une certaine veuve, Locadée B., un peu mûre, mais dont la bourse, en revanche, était bien garnie. Elle avait épousé un riche négociant, mais celui-ci était mort, et elle avait hérité d'une fortune considérable.

Alphonse Mercier avait vu, dans la veuve Locadée, une proie facile. Il avait commencé par lui faire des avances, et elle avait répondu à ses avances par une certaine froideur. Mais, peu à peu, il avait gagné sa confiance, et elle avait fini par lui ouvrir son cœur.

Alphonse Mercier était veuf; sa femme lui avait laissé une certaine fortune, mais celle-ci était épuisée et il était sous le coup de besoins d'argent très pressants. Ses immenses étaient hypothéquées, une saisie était imminente; c'était la ruine à courte échéance. Or, il y avait dans le pays une certaine veuve, Locadée B., un peu mûre, mais dont la bourse, en revanche, était bien garnie. Elle avait épousé un riche négociant, mais celui-ci était mort, et elle avait hérité d'une fortune considérable.

Alphonse Mercier avait vu, dans la veuve Locadée, une proie facile. Il avait commencé par lui faire des avances, et elle avait répondu à ses avances par une certaine froideur. Mais, peu à peu, il avait gagné sa confiance, et elle avait fini par lui ouvrir son cœur.

Alphonse Mercier était veuf; sa femme lui avait laissé une certaine fortune, mais celle-ci était épuisée et il était sous le coup de besoins d'argent très pressants. Ses immenses étaient hypothéquées, une saisie était imminente; c'était la ruine à courte échéance. Or, il y avait dans le pays une certaine veuve, Locadée B., un peu mûre, mais dont la bourse, en revanche, était bien garnie. Elle avait épousé un riche négociant, mais celui-ci était mort, et elle avait hérité d'une fortune considérable.

Alphonse Mercier avait vu, dans la veuve Locadée, une proie facile. Il avait commencé par lui faire des avances, et elle avait répondu à ses avances par une certaine froideur. Mais, peu à peu, il avait gagné sa confiance, et elle avait fini par lui ouvrir son cœur.

Alphonse Mercier était veuf; sa femme lui avait laissé une certaine fortune, mais celle-ci était épuisée et il était sous le coup de besoins d'argent très pressants. Ses immenses étaient hypothéquées, une saisie était imminente; c'était la ruine à courte échéance. Or, il y avait dans le pays une certaine veuve, Locadée B., un peu mûre, mais dont la bourse, en revanche, était bien garnie. Elle avait épousé un riche négociant, mais celui-ci était mort, et elle avait hérité d'une fortune considérable.

Alphonse Mercier avait vu, dans la veuve Locadée, une proie facile. Il avait commencé par lui faire des avances, et elle avait répondu à ses avances par une certaine froideur. Mais, peu à peu, il avait gagné sa confiance, et elle avait fini par lui ouvrir son cœur.

Alphonse Mercier était veuf; sa femme lui avait laissé une certaine fortune, mais celle-ci était épuisée et il était sous le coup de besoins d'argent très pressants. Ses immenses étaient hypothéquées, une saisie était imminente; c'était la ruine à courte échéance. Or, il y avait dans le pays une certaine veuve, Locadée B., un peu mûre, mais dont la bourse, en revanche, était bien garnie. Elle avait épousé un riche négociant, mais celui-ci était mort, et elle avait hérité d'une fortune considérable.

Alphonse Mercier avait vu, dans la veuve Locadée, une proie facile. Il avait commencé par lui faire des avances, et elle avait répondu à ses avances par une certaine froideur. Mais, peu à peu, il avait gagné sa confiance, et elle avait fini par lui ouvrir son cœur.

NOUVELLES JUDICIAIRES

Un pauvre diable de soldat, récemment libéré et rapatrié du Tong-King, était cité, hier, devant la 10^e Chambre pour vagabondage. Le malheureux a expliqué qu'il n'avait pas trouvé d'ouvrage à Paris.

M. le président Labour, un magistrat humanitaire, bienveillant entre tous, non seulement n'a pas condamné le prévenu, mais encore lui a assuré un asile pour quelques nuits dans un établissement hospitalier.

Nous attendons l'obole de M. Jules Ferry pour cette victime de la politique coloniale.

Magistrature fantaisiste, selon un amusant écho de la Liberté :

«... avait retenu un valet de chambre habillé à la Provence.

Ces jours-ci, quelle est sa surprise de recevoir l'argent qu'il lui avait envoyé pour le voyage, avec cette mention :

« Désespéré de vous manquer de parole; je suis nommé juge de paix. Voyez l'Officiel d'hier. »

C'était vrai !

GAZETTE THEATRALE

Ce soir, aux Nations, reprise de *Notre-Dame-de-Paris* :

Claude Frollo MM. Taillade
Quasimodo Lacsionnière
Phœbus Beral
Gringoire Dero
Clopin-Trouillefou Donato
Frollo Serrad
Coppeneur Lemerche
Tristan l'Herminet Willy
Le Tourneur Chevalier
Robin Poussin Poggi
Chanteprune Stebler
La Sachette Mmes Marie Laurent
La Esmeralda Julia Depolx
Fleur-de-Lys Druau
Mme de Gondolaurier De Sévery
La Mahiette Mozart
Gervaise Herbert-Cassan
Oudrude Bilhaud
La Falsouille Lefrançois
Diane de Cristeuil Lévi-Leclerc
Colombe Derizzi
Eustache petite J. Desmet
Berangère petite H. Desmet

Lever du rideau à huit heures.

Hier soir à un lieu, devant une chambre des plus irrégulières, la répétition générale du *Cid* d'Alfonsi.

Il ne nous est pas permis d'entrer dans aucun détail; mais ce que nous pouvons dire d'aujourd'hui, c'est que cet opéra est appelé à un énorme retentissement et à un très grand succès. Je viens de commettre une indiscretion, tant pis! je l'ai dit et m'en dédis plus.

Aujourd'hui, au théâtre des Nouveautés, répétition générale, et demain samedi, première représentation de : *la Crémaillère*, pièce en trois actes et quatre tableaux, de MM. Paul Burani et Albert Brasseur, musique de M. Robert Planquette.

Lardèche MM. Brasseur
Théodore Albert Brasseur
Nicolas id.
Carraz Tony Rom
Mirandol Allard
Verdinois Colombet (début)
M. Parpaillot Blanche
Debrouillard Charvet
Frusquin Laurent
Brutus Dubois
Polyzère Prosper
Clémence Mmes Juliette Darcourt
Léopoldine Lantenne
Emma Céline Bevalat (déb.)
Barnabé Marcelle
Sosthènes Varennes
Rigobert Mithoir
Millepieds Regnaud

Antoine, Pauline, Fernande, Eva, Antoinette, Philine Vallée, Marthe, Mathilde, Ferra, Klein, Julie.

MM. Gschickel, Legrain, Courtois, Phier, Casquel, Marquette.

La première de *l'Assiette au beurre*, au théâtre Beaumarchais, est renvoyée à mardi ou mercredi.

Une nouvelle direction s'empare de ce théâtre.

M. Joachim Bargel, demeurant à Meulan (Seine-et-Oise), a formé avec M. Raymond de Cousy de Fagelles, demeurant à Paris, rue de Valenciennes, une Société en nom collectif pour l'exploitation de ce théâtre.

La Société durera neuf ans, à partir du 15 novembre dernier.

M. Bargel a seul la signature sociale et le titre de directeur.

M. Bargel va inaugurer sa gestion par la reprise de M. Henry Bugnet et Bertol Gralvi, *l'Assiette au beurre*.

De Beaumarchais à Déjazet, il n'y a pas

qu'à une gradine de petite porte entrecroisée qui ne conspirent dans cette séduction des choses. Qui donc l'avait poussée, cette porte? Par l'ouverture on voyait, dans la clarté, d'autres armoires sans nombre, et des meubles encore, et un lit antique à baldaquin carré, avec des rideaux rouges, et même une glace!

« A la bonne heure! songeait le Harquever, voilà une maison ! »

Mais ils n'étaient plus seuls. La main qui avait poussé la porte était la main de Victoire. Et il la vit, cette Victoire, grande déjà et fraîche, et excitante, avec ses cheveux châtains lissés en bandeaux plats. Elle était toute en bleu, dans une robe plutôt foncée, dans un corsage piqué de blanc, sous lequel se prenait à pomeler une dentelle nacrée garnie.

Son tablier aussi était bleu, mais délavé et douteux, et une note tranchait seule, celle du foulard qui serrait son chignon, et qui, lui, était d'une belle couleur vive de safran.

Ainsi fait, elle était au fond de la pièce, debout, et gravement, pour avoir une contenance, elle décausait l'angle de son tablier. Effectivement, dès qu'entraient, elle avait aperçu l'homme, ses sens s'étaient subitement affolés; il y avait eu une défaillance de sa volonté; et elle s'était glissée là, ayant fait si peu de bruit, que son père ne soupçonnait seulement pas sa présence; et elle y était demeurée, s'étant trouvée stupide. Puis, gênée, elle n'avait eu pour s'occuper que son tablier. Alors, comme un fil dépasait, elle avait tiré dessus et elle décausait l'angle.

A chaque instant, d'une brusque secousse, elle brisait le fil en conscience. Toutefois, si sagement absorbée qu'elle parût en ce stérile et machinal remuement de ses doigts, ses yeux ne quittaient pas le Harquever.

Car c'était très particulièrement cela : une torpue la clouait à cet endroit où elle était. Elle avait eu l'idée de fuir, elle ne l'avait pas pu; elle aurait souhaité s'approcher ensuite, elle ne l'avait pas osé.

Immobile, de sa place, elle le contemplait, si formidable, si âpre, si exceptionnel, elle aurait bien voulu qu'il la distinguât, mais elle ne le voulait tout de même pas; elle approchait tout de même, et elle le regardait avec une curiosité de ses prunelles; et lorsqu'il prit garde à elle, elle n'eut rien pour se soustraire à l'attention dont elle était l'objet; elle ne fit pas un mouvement.

Elle avait peur de lui, et il l'enivrait.

Mais une vague, une indistincte souffrance commençait en elle. Elle était toute froide. Une chape de plomb chargeait ses épaules. Elle était altérée, fiévreuse. Sa bouche était amère; sa gorge était comme bouchée.

Quant à une pensée, à un sentiment, elle n'en avait pas. Aucune notion de quoi ce fut. Et pas de recours possible ! Un incident trivial, une cassure de l'ongle de son pouce sous la pression du fil amena soudain un réveil. Alors, ce fut pis : elle eut connaissance de son état, et elle eut honte.

Mais s'en aller ! Par quelle issue ? de quel pas ?

Elle était abruti.

Elle espérait un moment que le père et l'homme ne causeraient plus bien longtemps. Il partirait, cet homme, enfin !

Illusion. Leurre.

Le père savait très bien où était, comment était, ce que valait la Fourmière où le Harquever avait vécu ses jeunes années. Les Vivard-Chollière qui l'avaient élevé, les Vivard-Chollière qui l'avaient élevé, les Vivard-Chol

